

Burundi : l'UE suspend son aide au gouvernement en raison des troubles

@rib News, 14/03/2016 – Source AFP L'Union européenne a officiellement suspendu lundi son aide directe au régime du président Pierre Nkurunziza en réponse aux violences qui secouent le Burundi et pour pousser les autorités au dialogue avec l'opposition. L'UE a "suspendu les appuis financiers directs fournis à l'administration burundaise, y compris les appuis budgétaires, mais maintient intégralement son soutien financier à la population et son aide humanitaire", affirme un communiqué de l'UE.

Avec une aide globale de quelque 430 millions d'euros pour la période 2015-2020, l'UE est le premier donateur du Burundi. La décision, attendue après l'échec en décembre de pourparlers inter-burundais réclamés par l'UE à la suite des violences qui secouent ce pays, a été prise par les 28 ministres des Affaires étrangères de l'UE lors de leur réunion mensuelle à Bruxelles. "La situation au Burundi reste très préoccupante pour l'UE, bien que nous ayons récemment entrevu quelques lueurs d'espoir. La décision prise aujourd'hui indique clairement que, pour que nos relations reprennent totalement, nous attendons qu'un certain nombre de mesures concrètes soient mises en oeuvre", a déclaré la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini, citée dans le communiqué. Elle appelle notamment à la reprise du "dialogue inter-burundais conduit sous la médiation de la Communauté est-africaine (EAC), qui joue un rôle essentiel dans la recherche d'une solution politique durable à la crise". Le commissaire européen au Développement, Neven Mimica, a demandé "instamment au gouvernement de faire preuve de la volonté nécessaire pour que nos relations avec le Burundi se normalisent à nouveau". "Des projets financés par l'UE visant à assurer l'accès de la population aux services de base, mais sans acheminer les ressources financières par des comptes détenus par le gouvernement burundais, sont en cours d'élaboration, et l'UE reste déterminée à fournir une aide d'urgence", a précisé M. Mimica. Le Burundi a plongé dans une grave crise, marquée de violences, lorsque le président Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat qu'il a obtenu en juillet, en violation - selon l'opposition, la société civile et une partie de son propre camp - de la constitution et de l'accord d'Arusha qui a mis fin à la guerre civile de 1993-2006. Ces violences ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 240.000 personnes à quitter le pays.